www.unece.org/fr/press/pr2000/00gen3f.html

Genève

Discours introductif de Yves Berthelot,

Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Excellences,

Chers délégués et collègues,

De nouveau, je voudrais exprimer mon plaisir devant une telle participation des 55 pays de la Commission économique pour l'Europe et des organisations non gouvernementales. La cause qui nous réunit, l'égalité entre hommes et femmes est décisive pour l'avenir de nos sociétés.

Une telle assemblée n'a pu se réunir que parce que tous ceux auxquels nous avons fait appel ont donné temps et idées avec générosité. Je pense aux délégués genevois, aux experts des capitales, aux réseaux non gouvernementaux et à leur bureau de liaison à Genève, aux orateurs qui introduiront les différents débats, à l'Allemagne, la Finlande, la Norvège, le Royaume-Uni et la Suisse qui ont financé les contributions de substance et la présence des panélistes et, enfin, tout particulièrement, aux institutions partenaires, la Communauté européenne, le Conseil de l'Europe, le PNUD et l'UNIFEM. Ces deux derniers, le PNUD et l'UNIFEM, avec le Gouvernement danois et des fondations privées, en facilitant la participation de quelque 150 représentants d'ONG de pays d'Europe centrale et orientale, leur donnent la possibilité de faire entendre leurs voix, de partager leurs expériences et de tisser des liens.

Que cette convergence d'efforts nous incite au cours des trois prochains jours à prendre de vrais engagements et nous dissuade des faux-semblants. Car, sur les quatre thèmes retenus, économie, violence, prises de décision et mécanismes nationaux propres à assurer l'égalité des droits dans notre région, les progrès sont modestes et certains problèmes prennent d'inquiétantes proportions.

Le progrès essentiel est la plus grande sensibilité de l'opinion publique à ces questions, progrès lié, de toute évidence, à l'essor important des ONG qui se consacrent à l'égalité et l'amélioration du statut des femmes. Cela aboutit, ici et là, à une meilleure reconnaissance de leur contribution à l'économie et de leur capacité à occuper des postes de responsabilité élevés dans la vie publique ainsi qu'à un soutien accru à celles qui sont victimes de violences. Les législations pour réduire les discriminations ont été parfois améliorées.

Mais ces avancées restent très insuffisantes: la situation d'ensemble n'évolue guère et trop souvent régresse. Les femmes continuent d'occuper une large majorité des emplois précaires et peu rémunérés avec, en corollaire, un accès inégal aux avantages sociaux. La mondialisation renforce cette précarité dans l'ensemble de la région. Les femmes restent très minoritaires dans toutes les sphères de décision, politique, économique, fonction publique. Les enquêtes révèlent peu de changements dans les stéréotypes et le partage des tâches entre hommes et femmes. Dans les pays à économie en transition qui connaissent de sérieuses difficultés économiques, les mécanismes nationaux pour l'égalité se sont affaiblis et les réseaux de traite de femmes et d'enfants se sont multipliés. Chaque pays de la région est concerné, car si la pauvreté peut être cause du développement de la prostitution, les réseaux alimentent des clients à l'ouest et, trop souvent, les États sanctionnent les victimes de ces trafics plus que les organisateurs. Dans toute la région, 20 % des femmes au moins sont victimes de violences domestiques et la situation s'aggrave dans les pays où le chômage s'accroît. Enfin, les récents conflits ont donné lieu à des violences massives et odieuses contre les femmes.

Ces évolutions sont graves et c'est pourquoi les décisions que vous prendrez ici importent. La première décision va de soi: appliquer les législations existantes concernant la violence, la non-discrimination dans les recrutements et les conditions de travail dans les emplois précaires. Cela améliorerait déjà grandement la situation. Il est illusoire d'attendre que de nouvelles règles résolvent miraculeusement les problèmes si celles qui sont en vigueur ne sont déjà pas appliquées.

La deuxième est importante si l'on veut dépasser les bonnes intentions et se doter des moyens d'évaluer ses actions. Il faut développer des indicateurs et des mécanismes de suivi. Cela a été très peu fait depuis Beijing alors que de tels moyens sont essentiels pour sensibiliser, mobiliser et corriger les politiques.

La troisième est pratique et sera directement efficace: renforcer les partenariats entre acteurs publics et non gouvernementaux et soutenir ces derniers dans leurs activités opérationnelles de

lobbying, d'éducation et de sensibilisation. Un appui spécial, moral, technique et financier, doit être donné aux ONG féminines des pays où les femmes ont le plus souffert du processus de transition.

La très large présence des ONG dans cette Assemblée démontre avec quel dynamisme elles sauront se mobiliser, s'organiser et agir. Elle montre aussi la confiance et la coopération qui se sont instaurées entre le secrétariat et la communauté des ONG engagées sur l'égalité hommes-femmes, notamment le Comité des ONG sur la condition de la femme et le Groupe des ONG pour les femmes dans la région de la CEE-ONU.

Dans trois jours je suis convaincu que nous nous quitterons contents du travail accompli, vous aurez adopté des conclusions fortes, noué des contacts nouveaux. Cependant, le succès de cette réunion se mesurera à la détermination avec laquelle les uns et les autres poursuivront le dialogue, mettront en oeuvre ces conclusions dans la région elle-même et les feront valoir comme une contribution importante à l'examen mondial. La CEE-ONU, forum neutre où tous les pays d'Europe se trouvent sur un pied d'égalité, est à votre disposition pour faciliter toutes ces missions: échanger les expériences, faciliter le dialogue entre acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, prendre de nouveaux engagements et apporter une perspective régionale aux événements mondiaux.

Pour des informations complémentaires, veuillez contacter:

Groupe de l'information
Commission économique des Nations Unies
pour l'Europe (CEE-ONU)
Palais des Nations, bureau 356
CH - 1211 Genève 10, Suisse
Téléphone: (+41 22) 917 44 44
Fax: (+41 22) 917 05 05
E-mail: info.ece@unece.org
Site Web: http://www.unece.org